

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Egho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2022)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Autorités de Tutelle.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 15 mars 2023

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

 Florence Pestie

Romain Mercier
Associé

Florence Pestie
Associée



Comptes Sociaux et Annexe

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

EXERCICE 2022



COMPTES ANNUELS

1-Actif

2-Passif

3-Compte de résultat

Bilan Actif

Exprimé en €

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	84 085 776	78 710 037	5 375 740	4 724 726
Fonds commercial	1 028 120	459 320	568 800	686 000
Autres immobilisations incorporelles	296 311	285 150	11 161	6 235
Immobilisations incorp encours, avances et acomptes	4 009 512		4 009 512	4 005 135
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 430 627	2 398 942	11 031 686	11 571 089
Constructions	431 132 522	295 682 395	135 450 127	133 358 881
Installations techniques, matériel, outillage	252 506 456	175 630 293	76 876 162	64 910 957
Collections	6 850		6 850	38 587
Biens historiques et culturels				
Autres immobilisations corporelles	75 479 391	60 584 196	14 895 194	13 454 660
Immobilisations en cours	15 679 862	112 858	15 567 004	22 700 645
Avances et acomptes	43 700		43 700	268 691
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles (biens vivants)				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	3 879 905		3 879 905	3 879 905
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	16 043		16 043	16 043
Prêts	22 908 510		22 908 510	22 268 695
Autres immobilisations financières	1 604 448	4 392	1 600 056	1 496 991
ACTIF IMMOBILISE	906 108 033	613 867 584	292 240 449	283 387 240
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	37 417 598	761 451	36 656 147	36 122 961
En-cours de production de biens	11 122 405	4 518 007	6 604 398	4 936 944
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	90 135 847	65 026 239	25 109 608	24 385 531
Marchandises	677 909	95 979	581 930	456 067
CREANCES				
Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	14 859 927		14 859 927	27 102 945
Créances clients et comptes rattachés	174 768 637	1 128 543	173 640 093	163 134 835
Créances sur redevables (fiscalité affectée)				
Avances et acomptes versés sur commandes	163 307		163 307	192 473
Créances pour compte (dispositifs d'intervention)				
Autres créances	16 641 477	10 897 704	5 743 773	10 757 674
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
Charges constatées d'avance	5 383 592		5 383 592	4 235 636
ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	351 170 700	82 427 924	268 742 777	271 325 066
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	38 682 149		38 682 149	83 232 463
Autres				
TRESORERIE	38 682 149		38 682 149	83 232 463
Comptes de régularisation actif				
Ecarts de conversion actif	8 349		8 349	2 134
TOTAL GENERAL	1 295 969 231	696 295 508	599 673 723	637 946 903

Bilan Passif

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
FINANCEMENTS RECUS		
Financement de l'actif par l'Etat	54 960 088	55 217 264
Financement de l'actif par des tiers	11 534 649	13 625 290
Fonds propres des fondations		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	154 742 692	154 742 692
Report à nouveau	84 824 247	77 921 062
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(40 372 017)	6 903 185
Provisions réglementées	0	0
FONDS PROPRES	265 689 659	308 409 493
Provisions pour risques	29 449 659	23 043 151
Provisions pour charges	128 098 817	122 114 221
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	157 548 476	145 157 372
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 625 000	13 125 000
Dettes financières et autres emprunts	154 716	155 196
DETTES FINANCIERES	11 779 716	13 280 196
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 531 475	118 701 505
Dettes fiscales et sociales	43 855 473	48 549 544
Avances et acomptes reçus		
DETTES DIVERSES		
Dettes pour compte (dispositifs d'intervention)		
Autres dettes	1 094 539	1 258 144
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	5 173 995	2 589 297
DETTES NON FINANCIERES	164 655 481	171 098 490
TRESORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive		
TRESORERIE		
Comptes de régularisation passif		
Ecart de conversion passif	391	1 352
TOTAL GENERAL	599 673 723	637 946 903

Compte de résultat

Exprimé en €

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Subventions pour charges de service public				
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques			26 330 254	41 321 734
Subventions affectées aux opérations d'intervention				
Dons et legs			103 072	2 000
Produits de la fiscalité affectée				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE			26 433 326	41 323 734
Ventes de marchandises	1 346 280	12 383	1 358 663	1 383 208
Production vendue de biens	685 882 204	6 570 066	692 452 270	694 589 904
Production vendue de services	179 378 898	733 351	180 112 249	179 027 589
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	866 607 383	7 315 800	873 923 182	875 000 701
Produits de cessions d'actifs			4 666 515	8 011 413
Production stockée			3 457 959	(3 810 756)
Production immobilisée				
Autres produits de gestion			7 567 024	4 435 927
Opérations en commun (bénéfice attribué ou perte transférée)				
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE			889 614 681	883 637 285
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			129 479 689	133 085 031
Reprises du financement rattaché à un actif			2 695 800	2 333 369
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 048 223 496	1 060 379 420
ACHATS				
Achats matières premières, marchandises			176 852 628	181 861 371
Variation de stock (matières premières, march...)			(945 282)	2 453 539
Autres achats et charges externes			237 035 095	232 517 632
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			344 354 197	329 508 984
Charges sociales			110 850 969	107 837 810
Intéressement et participation				1 591 752
Autres charges de personnel			12 008 177	11 318 293
AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Impôts, taxes et versements assimilés			20 958 454	20 993 005
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)			5 515 286	4 227 733
Opérations faites en commun (perte supportée ou bénéfice transféré)				
CHARGES D'INTERVENTION				
Charges d'intervention				
Dotations aux provisions sur dispositifs d'intervention				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements et dépréciations			40 926 834	37 444 302
Dotations aux provisions			69 674 524	56 605 085
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			70 490 053	69 316 044
Valeur nette comptable des actifs cédés			1 832 643	1 391 144
CHARGES D'EXPLOITATION			1 089 553 578	1 057 066 693
RESULTAT D'EXPLOITATION			(41 330 082)	3 312 727
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits nets sur cessions des immobilisations financières				
Intérêts sur créances non immobilisées			985 526	1 231 694
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Gains de change			2 276	5 298
Autres produits financiers			11	9 978
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières			175 745	1 519 088
PRODUITS FINANCIERS			1 163 557	2 766 058
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt			91 495	151 552
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change			52 313	7 448
Autres charges financières			10	1 304 142
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières			636 949	792 924
CHARGES FINANCIERES			780 766	2 256 065
RESULTAT FINANCIER			382 791	509 992
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(40 947 291)	3 822 719
Impôt sur les sociétés			575 274	3 080 466
RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE OU PERTE)			(40 372 017)	6 903 185



Sommaire

0 REGLES ET METHODES COMPTABLES	8
1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2022	9
1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives	9
1.2 Contrôles externes	10
1.3 Immobilisations	10
1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS	10
1.3.2 Dépréciations d'immobilisations	11
1.3.3 Principaux travaux immobiliers	11
1.3.4 Participations financières	11
1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif	11
1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy	11
1.4.2 Affaire Mérel	12
1.4.3 Affaire Garretta	12
1.4.4 Service à comptabilité distincte (SACD) contentieux transfusionnels	12
1.4.5 Autres contentieux hors du champ de l'ONIAM	14
1.4.6 Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)	14
1.4.7 Provision pour risques et charges fiscales	16
1.4.8 Provisions relatives aux relations contractuelles	17
1.4.9 Stocks de sang placentaire	17
1.5 Intéressement	18
2 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	19
2.1 Le résultat d'exploitation est déficitaire de -41,3 M€	19
2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est importante (+32,5 M€)	19
2.1.2 Les produits d'exploitation diminuent de 12,2 M€	22
2.2 Le résultat financier est équilibré	23
2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts	23
2.4 Détail de la créance future d'impôts	25

3_ BILAN AU 31 DECEMBRE 202225

3.1 Bilan actif.....25

3.1.1 *L'actif net immobilisé représente 49% du total de l'actif.....25*

3.1.2 *L'actif circulant diminue de 2,6 M€.....28*

3.2 Bilan passif.....31

3.2.1 *Les fonds propres de l'EFS diminuent de -42,7 M€31*

3.2.2 *Les provisions inscrites au passif augmentent de 12,4 M€.....32*

3.2.3 *Les dettes financières diminuent du fait des remboursements d'emprunt.....33*

3.2.4 *Les dettes d'exploitation diminuent sensiblement de -6,4 M€.....33*

3.2.5 *Les dettes diverses et comptes de régularisation augmentent de 2,4 M€.....35*

TABLEAUX ANNEXES 36 à 54

0_REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'Etablissement Français du sang (EFS) est un établissement public de l'Etat créé par la loi n°98-535 du 1^{er} juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire. Cet établissement dont les missions sont décrites à l'article L. 1222-1 du code de la santé publique est, depuis le 1^{er} janvier 2000, l'opérateur unique en matière de transfusion sanguine.

➡ L'EFS est soumis au régime financier et comptable prévu par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP).

Les titres I et III du décret sont applicables à l'EFS à l'exception des articles 175, 178 à 185 et 204 à 208 qui concernent la comptabilité budgétaire et les articles 220 à 228 qui se rapportent au contrôle budgétaire.

Le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012, porte adaptation du code de Santé Publique (CSP) aux nouvelles règles de gestion budgétaires et comptables.

Son article 3 concerne l'EFS. Il modifie les articles suivants du CSP :

- R 1222-6 : le terme EPRD est remplacé par budget ;
- R 1222-7 : les délibérations portant sur le budget et les comptes sont exécutoires dans les conditions prévues au décret 2012-1246 du 7 novembre, au titre III ;
- R 1222-12 : l'EFS est soumis aux dispositions des titres I et III à l'exception des articles concernant la comptabilité et le contrôle.

L'Etablissement Français du Sang ne vote ni n'exécute son budget en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

➡ Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions des articles 212, 213 et 214 du décret GBCP.

L'article 212 du décret GBCP relatif au compte financier a été modifié par le décret n°2018-61 du 23 janvier 2018. Le compte financier est désormais soumis à l'organe délibérant, au plus tard dans les 75 jours suivant la clôture de l'exercice.

➡ Les principes de comptabilisation des opérations sont conformes au régime applicable aux établissements publics industriels et commerciaux dotés d'un agent comptable, et les dispositions comptables spécifiques à l'EFS ont été approuvées par le Conseil National de la Comptabilité (avis n° 00-21 du 29 novembre 2000).

L'EFS applique les principes comptables prévus dans l'avis du CNOCP n°2015-05 du 8 avril 2015 relatif aux normes comptables pour les établissements publics, ainsi que l'instruction comptable commune « M9 » qui y est associée et les principes comptables prévus au Recueil des Normes Comptables des Etablissements Publics (RNCEP).

➡ Les résultats de l'exercice 2022 ne remettent pas en cause la continuité d'exploitation de l'EFS dont la mission de service public est soutenue par ses Ministères de tutelle.

➡ Les comptes présentés au titre de l'exercice 2022 traduisent les opérations de la 23^{ème} année d'activité de l'EFS sur une période de 12 mois correspondant à l'année civile.

1_FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2022

1.1 Situation financière de l'EFS et perspectives

L'activité de l'EFS a connu une baisse significative en 2022 à la fois concernant les cessions de produits sanguins labiles et les cessions de plasma pour fractionnement.

La décision d'une dépréciation éventuelle des actifs de production à ce titre n'a pas été retenue dans la mesure où, à ce stade, la persistance de cette situation n'est pas avérée.

↪ L'activité de cessions de produits sanguins labiles :

L'EFS fait face à une baisse d'activité substantielle en 2022.

Ainsi, la baisse de cessions des PSL s'élève à 3,1%, baisse portée par une diminution de cessions des poches de concentrés de globules rouges de 81 711 poches en 2022 versus 2021, soit -3,5%. Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 220 746 poches en 2022) représentent 79,7% du total des cessions de PSL.

Cette baisse d'activité des cessions de CGR, bien qu'elle soit substantielle, ne remet pas en question le dimensionnement des actifs de production strictement nécessaires à la réalisation de cette activité au sein de l'Etablissement. En effet, le maillage territorial des collectes reste inchangé avec une volonté d'être présent sur l'entièreté du territoire, et une volonté de pouvoir proposer une offre de collectes suffisante pour accueillir les donneurs.

Il est à noter par ailleurs que des difficultés importantes liées à l'organisation des collectes (disponibilité des lieux de collectes notamment) et des problématiques RH (recrutement, absentéisme, turnover) perdurent sur l'exercice, complexifiant l'activité de prélèvement. Ces facteurs qui restent conjoncturels sont compensés en partie par le maillage territorial et le développement d'une offre variée.

Dans ce contexte, la valorisation des actifs de production (collecte, préparation, qualification biologique du don) n'appelle pas le passage d'une provision de dépréciation de ces actifs.

↪ L'activité de plasma pour fractionnement

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 782 041 litres en 2022 contre 840 923 litres en 2021, soit une baisse de 58 881 litres (-7,0%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 24,5% en 2022, en diminution par rapport 2021 (part à 26,1%). Les volumes issus d'aphérèse sont en baisse de 12,9%.

L'activité de plasmaphérèse a subi un double impact défavorable en 2022 : des difficultés d'organisation de la collecte et RH évoquées au sein du premier paragraphe, ainsi que l'effet lié à la réorientation de certains donneurs d'aphérèse vers des dons de sang total afin de maintenir le stock de PSL.

Toutefois, le budget 2023 approuvé en décembre 2022 reste volontariste en matière de développement du prélèvement d'aphérèse plasmatique, avec une augmentation d'activité de près de 70 KL de plasmaphérèse en 2023 versus réel 2022 soit +36,6%. En effet, la pénurie de médicaments dérivés du plasma est importante avec des enjeux forts de souveraineté nationale, et l'EFS souhaite participer activement à ces enjeux.

La valorisation des actifs de production sur cette activité, en particulier les séparateurs d'aphérèses plasmatiques reste ainsi inchangée compte tenu de la nécessité de préserver l'outil de production sur cette activité, qui permettra de répondre au besoin en forte croissance. Si la croissance d'activité n'était pas constatée à mi-année 2023, l'EFS serait contraint de proposer un budget modificatif 2023 et de revoir sa position sur le provisionnement de ces actifs lors de l'arrête comptable du 30 juin 2023.

1.2 Contrôles externes

- ➡ L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2022, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle. Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.
- ➡ Un contrôle fiscal a été ouvert pour la période 2018-2021 concernant les déclarations fiscales de l'EFS (avis de vérification de comptabilité par la DVNI du 4 juillet 2022)
Une première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) a été notifiée à l'EFS concernant les CIR 2018 et IS 2019.

Le contrôle se poursuit pour les années 2019 à 2021. L'intégralité des éléments relevés à ce jour a été pris en compte dans la comptabilité de l'exercice 2022.

1.3 Immobilisations

1.3.1 Biens mis à disposition de l'EFS

- ➡ La DGFIP a demandé aux établissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n° 2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il résulte que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces locaux.

Pour 2022, les locaux du site de l'hôpital Marie Lannelongue en région parisienne ont été sortis des biens mis à disposition de l'EFS compte tenu d'un loyer dépassant désormais le critère de 70€/m².

Au 31 décembre 2022 figurent au bilan 25 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 20 M€ dont 17,5 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif.

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie suivent le même plan d'amortissement, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

1.3.2 Dépréciations d'immobilisations

➡ Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année une enquête patrimoniale qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2022, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,4 M€.

1.3.3 Principaux travaux immobiliers

➡ Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2022, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2022 sont en diminution de 5,4 M€ par rapport à 2021 et s'élèvent à 11,5 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation des sites de la région Centre Pays de la Loire : 2,7 M€
- Plateau technique de Loos Hauts de France : 1,2 M€
- Réhabilitation du site de Besançon : 1,4 M€
- Réhabilitations des sites de Purpan et Perpignan : 1,3 M€
- Locaux de l'activité de thérapie cellulaire de Bordeaux : 1 M€

➡ En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2022 :

- Site régional et de préparation de Rennes : 5,5 M€
- Travaux du site de Nantes : 2,9 M€
- Rénovation du site QBD Metz Tassy : 2,1 M€
- Rénovation des sites de Seclin et Valenciennes : 2,6 M€

1.3.4 Participations financières

En 2017, une augmentation de capital de Diagast a été réalisée avec l'entrée, à hauteur de 18,2%, des groupes régionaux d'investissement GEI et IRD comme actionnaires minoritaires aux côtés de l'EFS.

La valorisation à l'actif des actions de l'EFS reste inchangée pour un montant de 3,9 M€.

1.4 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

1.4.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

➡ La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

➡ Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6 M€ HT.

Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS aurait à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle.

- ➡ Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'établissement a rejetée.

Le CHU Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance est trop incertaine pour donner lieu à telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le tribunal administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision.

Le tribunal administratif de Nancy a renvoyé la requête devant le TA de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le tribunal administratif de Paris. L'affaire n'a fait l'objet d'aucun jugement en 2022.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

1.4.2 Affaire Mérel

- ➡ Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€.

Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019 des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois. Des saisies à tiers détenteur auprès d'organismes d'assurances-vie ont été diligentées en 2022.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 7 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée.

Toutes les actions de recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance.

- ➡ Par ailleurs, la mise en débet de l'agent comptable principal présent à cette période a fait l'objet d'une procédure de recours en cassation auprès du Conseil d'Etat qui a annulé l'arrêt initial de la Cour des Comptes.

Un jugement définitif de la Cour, rendu le 3 janvier 2018, a conclu à l'absence de toute charge à l'encontre de l'agent comptable principal.

- ➡ Au vu de ces éléments, le Conseil d'Administration de l'EFS a émis un avis favorable à la demande de remise gracieuse des débits des ACS de Bretagne. Leur dossier est maintenant en attente de l'avis du Ministre des Finances.

1.4.3 Affaire Garretta

- ➡ Pour rappel, par arrêté du 9 mai 2001, la cour d'appel de Versailles a condamné Michel Garretta à rembourser à la FNTS/EFS (dans le cadre de la reprise des droits et obligations de la FNTS par l'EFS) la somme de 0,9 M€. Cette créance productive d'intérêts, représente actuellement un montant de 1,6 M€ dans les comptes de l'EFS, totalement couverte par une provision à 100%.
- ➡ Les différentes tentatives de recouvrement exercées depuis lors et jusqu'à présent par l'EFS se sont révélées infructueuses, notamment du fait de la mise en liquidation judiciaire de M. Garretta par jugement du tribunal de commerce de Bobigny du 12 septembre 2012.
La clôture de la procédure de liquidation prononcée le 26 février 2020, à la demande du liquidateur, au motif de l'insuffisance d'actif, éteint les chances de recouvrement de la créance de l'EFS qui avait été produite dans cette affaire.
- ➡ Le ministère public ayant interjeté appel à l'encontre du jugement prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de Michel Garretta, cette affaire a été plaidée devant la Cour d'appel de Paris. Le jugement rendu le 17 novembre 2020 confirme la clôture de la procédure collective de Michel Garretta.
- ➡ La procureure générale près la cour d'appel de Paris a exercé, par acte en date du 3/02/2021, notifié à l'EFS, un pourvoi sollicitant la cassation et l'annulation pour violation de la loi de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 17/11/2020 ayant confirmé la clôture de la procédure pour insuffisance d'actifs. Ce pourvoi a fait l'objet d'un rejet en date du 14 septembre 2022.
- ➡ Le dossier est donc resté en attente en 2022. Pour 2023, il est à anticiper la proposition au Conseil d'Administration de l'EFS d'une admission en non-valeur de la créance de M. Garretta devenue totalement irrécouvrable. Cette non-valeur probable sera sans impact sur le résultat de l'EFS, la créance étant déjà provisionnée en totalité.

1.4.4 *Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels*

● **Contentieux organismes Tiers Payeurs**

- ➡ L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et ses décrets n° 2010-251 et n° 2010-252 du 11 mars 2010 ont confié à l'ONIAM un nouveau dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. Ils ont également prévu la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.
- ➡ Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 a ouvert une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS afin de se voir rembourser les débours exposés, action ouverte uniquement si l'EFS peut mobiliser une garantie assurantielle. Le refus de garantie opposé par les assureurs des anciens centres de transfusion met en échec le dispositif et fait peser sur le seul EFS le poids des débours.
- ➡ En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action

directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles.

La mise en œuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donnera pas suite et les Caisses n'initieront pas de recours contre l'EFS ;
2. pour les demandes amiables futures, aucune nouvelle demande ne sera adressée à l'EFS ;
3. pour les contentieux judiciairisés en première instance, les Caisses procèderont à un désistement d'instance ;
4. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
5. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Les points 1 et 2 ont été mis en œuvre dès 2021 et se poursuivent, l'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 3 à 5, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir les risques futurs (1,3 M€)

Synthèse 2022	Dossiers 2021	Nb	Provision 2021	Dotations 2022	Reprises 2022	Provision fin 2022*	Dossiers 2022	Nb
Dossiers judiciairisés	2 773 431,45 €	(17)	2 773 431,45 €	202 156,52 €	500 745,08 €	2 474 842,89 €	2 474 842,89 €	(13)
Dossiers amiables				- €		- €		
Total	2 773 431,45 €	(17)	2 773 431,45 €	202 156,52 €	500 745,08 €	2 474 842,89 €	2 474 842,89 €	(13)
			(a)	(b)	(c)	(d) = (a)+(b)-(c)		

* la provision concernant les dossiers judiciairisés comprend la provision relative aux frais futurs pour un montant de 1 130 452,86 € pour 10 dossiers

Au cours de l'exercice 2022, la provision globale est passée de 2,8 M€ à 2,5 M€.

1.4.5 Autres contentieux hors du champ de l'ONIAM

➡ Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours, dont l'un a fait l'objet d'un paiement pour 0,2 M€. Les appels étant toujours en cours et n'ayant fait l'objet d'aucune évolution en 2022, une provision de 1 M€ est maintenue dans les comptes.

1.4.6 Provision pour Indemnités de Départ à la Retraite (PIDR)

➡ Le calcul de la PIDR au 31 décembre 2022 s'appuie sur les hypothèses suivantes :

Hypothèses générales	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
REVALORISATION SALAIRES ANNUELLE	1,800%	1,800%	3,850%	3,720%
REVALORISATION SALAIRES MOYENNE 3 ANS	2,020%	1,853%	1,800%	3,123%
RENDEMENT FINANCIER ACTIFS LT	0,57%	0,09%	0,52%	3,27%
TAUX DE CHARGES SOCIALES & FISCALES	41,50%	41,90%	41,64%	41,70%
AGE DE DEPART A LA RETRAITE MOYEN	63,0	63,0	64,0	63,0
TABLE DE MORTALITE UTILISEE	2013-2015	2016-2018	2017-2019	2018-2020
TURNOVER	2,32%	2,66%	3,12%	3,65%

Le taux d'actualisation retenu dans le calcul au 31.12.2022 est le Taux de l'Echéance Constante - 20 ans, soit 3,27% à fin décembre 2022 contre 0,52% à fin décembre 2021 (Source : Banque de France).

Le taux de turnover utilisé dans les calculs est la moyenne des taux de démission sur les quatre dernières années

Le taux de revalorisation salariale utilisé pour le calcul au 31.12.2022 correspond à la moyenne des taux des trois dernières années soit les années 2020, 2021 et 2022.

Le taux de revalorisation salariale moyen est de 3,72% pour 2022.

- L'engagement total de PIDR calculé avec ces hypothèses s'élève à 68,6 M€.
Pour atténuer les impacts sur le résultat de l'évolution des taux d'actualisation, il a été décidé au 31 décembre 2014, de mettre en œuvre la recommandation ANC n° 2014-02, permettant d'appliquer la méthode du corridor.

Au 31 décembre 2017, la méthode a été complétée par la prise en compte dans le corridor de l'ensemble des écarts actuariels depuis le 1^{er} janvier 2014 y compris la prise en compte du changement de la table de turnover au 31/12/2014 en changement de méthode comptable.
Par ailleurs, le mode de comptabilisation a été modifié de manière à distinguer la part de provision reprise au titre des départs en retraite de l'année (reprise des prestations servies), de la part de la dotation annuelle brute.

- L'ensemble des écarts actuariels n'impactant pas le compte de résultat s'élevait à 3,6 M€ au 31 décembre 2022 (méthode du corridor). Ainsi, sur les 68,6 M€ de l'engagement total, l'inscription en comptabilité se trouve limitée à 65 M€.

Au final, la provision évolue de la façon suivante :

Calcul de la provision	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Provision N-1	59 470 113	62 082 324	62 898 979	63 038 587
Montant de la dotation N (charge)	5 687 159	5 721 540	5 636 617	7 242 445
Reprises (prestations payées)	-3 074 947	-4 904 885	-5 497 009	-5 295 123
Impact changement du turnover / changement de méthode				
Dotations nettes	2 612 211	816 655	139 608	1 947 322
Total Dotations nettes				
Provision N	62 082 324	62 898 979	63 038 587	64 985 909

En résumé, les comptes de l'exercice 2022 enregistrent une progression nette de la provision de 1,95 M€.

1.4.7 *Provision pour risques et charges fiscales*

➡ **Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations**

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1er janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84% en 2018 à 14% en 2019. Ce taux est resté inchangé depuis.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5^{ème} (biens meubles) ou 1/20^{ème} (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

- Pour 2022 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 2,6 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 13,9 M€.

➡ **Provision pour conséquences du contrôle fiscal en cours**

Suite au contrôle fiscal en cours, l'EFS a reçu première proposition de rectification (n° 3924-V-SD du 8 décembre 2022) concernant le CIR 2018 et l'IS 2019.

Une dette d'IS au titre de 2019 a été comptabilisée en attente de réception du titre de recette émis par la DGFIP pour un montant de 1,8 M€ (omission de déclaration en 2019).

Une rectification de -0,4 M€ au titre du Crédit d'Impôt Recherche 2018 a également été prise en compte.

Au vu des motifs de redressement notifiés, il est à prévoir un risque de redressement pour les 3 CIR suivants de l'ordre de 0,25 M€ par année, soit une provision de 0,75 M€ constituée à ce titre.

Pour les exercices prochains, la définition d'une méthodologie de détermination du CIR, plus fiable, devra être mise en place.

➡ **Provision pour risque sur créance TVA en attente de réponse à rescrit**

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit est en attente au 31/12/2022.

Afin de ne pas laisser prescrire la TVA complémentaire susceptible d'être récupérée au titre de 2020, l'EFS a déclaré une créance de 3,6 M€ dans sa dernière déclaration de TVA de 2022. Compte tenu de l'incertitude quant à l'aboutissement favorable ou non de la demande formulée par l'EFS dans le rescrit, une provision pour risque de même montant a été comptabilisée en 2022.

➡ **Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients**

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la Cour de Justice Européenne.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient toutes rejetées jusqu'à présent, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée.

Les encours judiciairisés sur ce sujet s'élèvent à 1,1 M€ et ont donc fait l'objet d'une provision pour risque dans l'attente des décisions de l'appel formé par l'EFS.

1.4.8 Provisions relatives aux relations contractuelles

➡ **Provisions pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB**

Les objectifs contractuels de livraison de plasma au LFB n'ont pas été atteints en 2022. Le LFB a manifesté son intention de décompter les pénalités telles que prévues dans le contrat signé entre les parties.

Le calcul estimatif de ces pénalités a conduit à la comptabilisation d'une provision de 2,6 M€.

➡ **Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics**

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30/03/2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ a été constituée à ce titre pour 2022.

NB : des augmentations de prix pour les achats futurs ont également fait l'objet de demandes de la part des fournisseurs. Ces augmentations ne trouveront à s'appliquer que lors des achats à venir et ne sont donc pas pris en compte dans la provision de l'exercice 2022.

1.4.9 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements ;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

En intégrant ces changements, on obtient un coût de revient par USP de 3 949 € pour 2022 contre 3552 € pour 2021, soit une augmentation de +11%.

La méthode de calcul de la provision de base pour dépréciation des USP reste inchangée entre 2021 et 2022:

- actualisation du flux au taux OAT 30 ans / cession sur 30 ans : 3,04% à fin décembre 2022
- utilisation du dernier taux de rotation annuel connu : 0,16% à fin décembre 2022
- le flux est valorisé à sa valeur en stock selon les coûts de revient unitaires
- la différence entre la valeur brute du stock et le flux actualisé constitue la provision.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 48 610 USP à fin 2022, contre 31 330 USP à fin 2021.

Le taux de rotation est passé de 0,25% en 2021 à 0,16% en 2022.

- Compte tenu de la baisse régulière du taux de rotation de ces produits, il a été décidé d'un complément de provision pour porter la provision pour dépréciation à 100% de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 65,1 M€ en 2021 à 65,8 M€ en 2022, soit une augmentation de 0,7 M€.

1.5 Intéressement

Aucune provision pour intéressement n'est à prévoir au titre de l'exercice 2022.

La provision pour intéressement des salariés en 2021 s'élevait à 1,6 M€ (+ 1,1 M€ pour abondement et charges sociales)

Le critère EBE/CA s'élève à 2% en 2022 et se situe ainsi en dessous de la limite de 2.5% qui aurait permis de déclencher un calcul d'intéressement au profit des salariés de l'EFS.

2_COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

Le compte de résultat se présente synthétiquement de la façon suivante :

(en K€)	2022	2021
Résultat d'exploitation	-41 330	3 313
Résultat financier	383	510
Crédits d'impôt	575	3 080
Résultat	-40 372	6 903

2.1 Le résultat d'exploitation est déficitaire de -41,3 M€

2.1.1 L'augmentation des charges d'exploitation est importante (+32,5 M€)

- Au total, les charges d'exploitation augmentent de 32,5 M€ entre 2021 et 2022.

Les principales évolutions sont les suivantes :

- ➡ Les achats consommés de matières premières et consommables d'exploitation diminuent globalement de - 8,1 M€ (- 4,1%), évoluant favorablement par rapport à l'activité.

Malgré l'augmentation de l'activité, les consommations directes sont restées mesurées notamment sous l'effet des gains achats obtenus.

Cette évolution est d'autant plus marquée sur les réactifs de laboratoires qui constituent le poste principal des consommations et qui enregistre à lui seul une baisse de 5,4 M€ (-6.7%)

Consommations				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Réactifs, produits chimiques et pharm.	75 398	80 784	-5 386	-6,7%
DMU de prélèvement de sang total	30 970	31 499	-529	-1,7%
Kits d'aphérèse et kits de préparation	46 930	48 069	-1 139	-2,4%
Consommables médicaux et de laboratoires	13 178	13 418	-240	-1,8%
Autres fournitures (hygiène, entretien, informatique, alimentation)	23 544	24 362	-818	-3,4%
	190 019	198 131	-8 112	-4,1%

Les consommations enregistrées pour le poste « autres fournitures » se stabilisent après 2 années consécutives d'augmentation liées à la crise sanitaire et la continuité d'activité : masques, visières, gants, solutions hydro-alcooliques (-0,8 M€).

- ➡ Les dépenses d'énergie et fluides représentent un montant important de charges d'environ 11 M€

Energie et fluides				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Eau et assainissement	408	368	40	10,9%
Electricité	5 311	6 767	-1 455	-21,5%
Chauffage	1 878	1 608	270	16,8%
Carburants	2 104	1 599	506	31,6%
Autres combustibles & azote	1 616	1 359	258	19,0%
	11 319	11 701	-382	-3,3%

Les ristournes gouvernementales de 2022 sur l'électricité ont permis de réduire les variations globales de consommations d'énergie (-1,5 M€ sur les consommations d'électricité entre 2021 et 2022).

Les consommations de carburant ont subi les fortes augmentations tarifaires générales (+506 K€).

- ➡ Les charges externes et services extérieurs (hors personnel externe) évoluent globalement de +5% représentant une augmentation des charges de +7,4 M€

Evolution des charges externes (hors personnel extérieur)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
(en K€)	154 684	147 308	7 376	5,0%

- ➡ L'évolution des principaux postes de charges externes est la suivante :

Charges externes				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Locations immobilières et charges locatives	25 021	24 370	650	2,7%
Maintenances contractuelles	24 459	24 907	-448	-1,8%
Honoraires	5 248	4 401	847	19,2%
Charges externes de communication (y/c routage)	12 344	12 401	-57	-0,5%
Informatique externalisée	8 670	7 004	1 666	23,8%
Transports	19 607	18 706	901	4,8%
Déplacements, frais de missions réceptions	5 301	3 269	2 032	62,1%
Frais relatifs aux donneurs (collation /ext & IK)	2 686	2 205	481	21,8%
Frais postaux et de télécommunication	7 958	7 939	19	0,2%
	111 293	105 202	6 091	5,8%
% analysé	71,9%	71,4%		

Les locations immobilières augmentent sensiblement (+2,7%) notamment sous l'effet des actualisations contractuelles.

Les charges de prestations informatiques externalisées augmentent fortement (+1,7 M€ soit +23,8%)

Les frais de déplacements, missions réceptions ont repris leur niveau courant après 2 années de réduction du fait à la pandémie de Covid19. Ils augmentent de +2 M€.

- ➡ Le nombre d'ETP de personnel intérimaire diminue -23,8 ETPA par rapport à l'année précédente, ainsi que le nombre de personnels mis à disposition de l'EFS qui poursuit sa diminution depuis plusieurs années (-33,7 ETPA entre 2021 et 2022).

Cependant, le taux moyen personnels MAD ainsi que celui des intérimaires reste élevé (effet Noria) et limite l'économie dégagée à 1,7 M€ pour l'ensemble de ces postes.

Intérimaires et MAD				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Personnel intérimaire	36 038	35 416	622	1,8%
Salaires bruts des personnels MAD	13 477	15 153	-1 675	-11,1%
Charges sociales des personnels MAD	5 825	6 485	-660	-10,2%
Régularisation 2016 2017 APHP	0	1 063	-1 063	-100,0%
Autre personnel extérieur	448	409	40	9,7%
	55 788	58 525	-2 737	-4,7%

➡ Les impôts et taxes restent stables sans élément significatif majeur à signaler.

Impôts et taxes (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Taxes rattachées aux salaires	16 001	15 703	298	1,9%
TVA non récupérable s/activ. spécif. et prorata	2 771	3 097	-325	
Autres impôts et taxes	2 186	2 193	-7	-0,3%
	20 958	20 993	-35	-0,2%

Le prorata global de TVA récupérable calculé de manière définitive pour 2021 s'élève à 14%, sans changement par rapport à l'année précédente

➡ L'évolution de la masse salariale des personnels EFS (salaires bruts et charges sociales) fait apparaître une augmentation de 4,1% d'une année sur l'autre, soit +18,8 M€.

Salaires et charges sociales (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Salaires et traitements (hors intéressement)	344 354	329 509	14 845	4,5%
Cotisations sociales & fiscales	138 856	134 859	3 997	3,0%
	483 211	464 368	18 842	4,1%
% du CAHT	57,1%	54,9%		

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution :

- Augmentation du nombre d'ETPA salariés de l'EFS : +93,1 du fait notamment de l'intégration de personnels MAD en tant que personnels salariés de l'EFS ;
- Le versement d'augmentations ciblées en 2021 pour certains personnels compte tenu des difficultés de recrutement que connaît l'EFS pour certaines fonctions. Ces mesures sectorielles (+54 et +15 points pour certains emplois) ont été distribuées en septembre 2021 avec pour les premières une application en année pleine sur 2022 ;
- L'attribution d'une augmentation générale de 3.5% à compter du 1^{er} novembre 2022 pour l'ensemble des salariés afin de tenir compte du contexte inflationniste de l'économie.

➡ Les dotations d'exploitation relatives aux amortissements et aux provisions augmentent de 17,7M€ d'une année sur l'autre :

Dotations exploitation (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Dotations aux amortissements	40 927	37 444	3 483	9,3%
Dotations dépréciations actif circulant	70 490	69 316	1 174	1,7%
Dotation aux provisions d'exploitation *	69 675	56 605	13 069	23,1%
	181 091	163 365	17 726	10,9%
* dont provision indemn. départ retraite	7 242	5 637	1 606	28,5%
dont provision Pôle Emploi	7 025	4 867	2 158	44,3%
dont provision pour CET	44 207	41 921	2 285	5,5%
dont provision autres litiges	11 200	4 180	7 020	167,9%

L'évolution des dotations aux provisions pour CET des salariés représente une augmentation de 2,2 M€. L'analyse globale de l'évolution du CET est précisée au § 3.2.2.

Parmi les nouvelles dotations aux provisions déjà évoquées précédemment dans les faits marquants de l'exercice, on notera les nouvelles dotations suivantes concernant :

- les conséquences attendues du contrôle fiscal sur les CIR 2019 à 2021 (0,75 M€)
- le risque de reprise de TVA sur demande de rescrit en attente (3,6 M€)
- les condamnations à reversement d'indus sur la TVA collectée (1,1 M€)
- le risque de versement de pénalités au LFB (2.6 M€)
- le risque de versement d'indemnités d'imprévision aux fournisseurs (1,2 M€)

L'évolution des stocks d'USP est restée limitée en 2022 (+0.7 M€) ce qui entraîne une évolution identique des provisions pour dépréciation associées, ces stocks étant provisionnés à 100% (Cf. § 1.4.8).

- ➡ Les autres charges de gestion augmentent sensiblement (+1,3 M€ par rapport à l'année précédente). Elles s'élèvent à 5,5 M€ s'expliquant principalement par :
- 0,2 M€ de remises gracieuses d'intérêts moratoires accordées en 2022 aux établissements de santé dont les encours sont revenus à un niveau normal ;
 - 0,75 M€ de subvention accordée au GCS d'Epinal en vue de la mise en place d'un dépôt de délivrance financé par les établissements hospitaliers ;
 - 2 M€ concernant la comptabilisation des anciennes charges considérées comme exceptionnelles antérieurement et qui viennent se classer depuis 2020 dans les « autres charges de gestion » dans la nouvelle nomenclature M9. Pour 2021, ce poste enregistrait un montant de charges de 1,3 M€.
 - 1 M€ au profit des différentes associations participant au don du sang (fédération nationale des donneurs de sang bénévoles, unions régionales...)

2.1.2 Les produits d'exploitation diminuent de 12,2 M€

- Au total les produits d'exploitation diminuent de 12,2 M€ entre 2021 et 2022 (-1,15%), principalement sous l'effet d'une évolution insuffisante du chiffre d'affaires.

L'EFS a bénéficié d'une augmentation tarifaire générale sur les produits sanguins de +3.3% à compter du 01/01/2022.

Compte tenu d'une baisse des quantités cédées sur les principaux produits, l'évolution du chiffre d'affaires global n'a pas permis de bénéficier des ressources qu'aurait dû générer cette hausse tarifaire à activité équivalente.

- ➡ L'évolution du chiffre d'affaires se caractérise par les principaux éléments suivants :

Chiffre d'affaires				
<i>(en K€)</i>	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Cessions de Concentrés de Globules Rouges	475 262	477 291	-2 029	-0,4%
Cessions de Plaquettes	112 416	110 764	1 652	1,5%
Cessions de Plasmas thérapeutiques	21 635	22 070	-435	-2,0%
Cessions de plasmas mat 1ère au LFB	66 499	70 229	-3 731	-5,3%
Cessions de produits non thérapeutiques	15 747	13 660	2 087	15,3%
Analyses d'immunohématologie	93 698	93 668	30	0,0%
Analyses d'histocompatibilité & autres analyses	44 582	43 217	1 365	3,2%
Activités de soins	11 458	11 133	325	2,9%
Thérapie cellulaire et tissulaire	21 087	20 925	162	0,8%
Autres ventes (prestations diverses, formation, ...)	11 538	12 042	-505	-4,2%
	873 923	875 001	-1 078	-0,1%

- ➡ Les cessions de CGR qui représentent plus de 54% du CAHT global de l'EFS diminuent de -0,4%, les cessions de plaquettes varient de +1,5% et les plasmas thérapeutiques voient leurs cessions régresser de -2% par rapport à l'année précédente.

Aucun des produits principaux de l'EFS n'atteint les +3.3% qui auraient été attendus si le volume d'activité s'était maintenu d'une année sur l'autre.

Les quantités cédées diminuent dans tous les secteurs :

- CGR = -3,5%
- plaquettes = -0.7%
- plasmas thérapeutiques = -3,7%

- ➡ Après quelques difficultés de stabilisation des stocks de produits en cours d'année 2022, l'EFS a pu reconstituer en fin d'année un niveau de stocks plus conforme aux besoins et la variation de production stockée s'est élevée à +3,5 M€.
- ➡ Un fait significatif de l'exercice 2022 au niveau des produits d'exploitation est constitué par la subvention versée à l'EFS par la CNAM pour un montant de 21,5 M€. Cette subvention s'était élevée à 33,6 M€ en 2021, soit une baisse de 12,1 M€.
- ➡ L'évolution des reprises de provisions et amortissements représente un écart défavorable de 3,4 M€ par rapport à 2021, compte tenu des reprises effectuées sur les différentes provisions pour risques et charges généraux (litiges, PIDR, ...).

2.2 Le résultat financier est équilibré

- Le résultat financier s'élève à +383 K€.

Les principaux mouvements affectant le résultat financier sont ceux liés à la facturation des intérêts moratoires (IM) aux clients de l'EFS.

- ➡ Les produits financiers s'élèvent à 1,2 M€. Ils sont composés de 2 éléments principaux :
 - les facturations d'intérêts moratoires pour 986 K€ ;
 - les reprises de provisions sur IM pour 176 K€.

Il n'y a pas de revenus de placements financiers en 2022.

- ➡ Les charges financières s'élèvent à 0,8 M€, comprenant :
 - les intérêts d'emprunt et autres financements pour 92 K€ ;
 - les dotations aux provisions sur IM pour 637 M€.
 - les pertes de change sur opérations en devises pour 52 K€

2.3 Le mode de formation du résultat et les crédits d'impôts

Les cessions d'immobilisations, intégrées au résultat d'exploitation, constituent une ressource de 4,1M€ pour 2022, en diminution de 3,6 M€ par rapport à 2021 :

Cessions de l'actif	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
(en K€)			
Produits des cessions d'actif	4 667	8 011	-3 345
Valeur nette des actifs cédés	-556	-334	-222
Résultat des cessions d'actif	4 111	7 677	-3 567

Le résultat de 2022 s'explique principalement par deux cessions immobilières, l'une à Lille (locaux de la rue Dampierre) et l'autre à Luisant (département 28).

La plus-value réalisée pour le site de Dampierre s'est élevée à 3,5 M€ et celle du site de Luisant à 0,4M€.

Compte tenu du reversement d'IS notifié en décembre, les produits d'impôts sont en diminution globale. Le crédit d'impôt recherche calculé pour l'exercice 2022 s'élève à 2,7 M€.

Au final, un résultat net très dégradé de **- 40,4 M€** s'établit pour 2022.

Le mode de formation du résultat pour les cinq derniers exercices se présente comme suit :

(en K€)	2022	2021	2020	2019	2018
- Résultat d'exploitation :	-41 330	3 313	-3 856	-16 885	-20 225
- Résultat opérations faites en commun	0	0	0	-326	-372
- Résultat financier :	383	510	397	4 156	-451
Résultat courant avant impôt :	-40 947	3 823	-3 460	-13 055	-21 048
- Résultat exceptionnel :	0	0	0	3 096	1 561
- Intéressement (<i>intégré au résultat d'exploitation depuis 2020</i>)	0	0	0	-3 925	-2 610
Résultat net avant IS :	-40 947	3 823	-3 460	-13 885	-22 098
- Crédit impôt mécénat :	0	0	-24	-24	0
- Crédit impôt recherche :	2 749	3 003	3 088	3 250	3 533
- Crédit impôt recherche (redressement) :	-399	0	0	-589	-1 782
- Crédit impôt famille :	56	77	78	85	90
- Crédit impôt apprentissage :	0	0	0	0	43
- Crédit impôt apprentissage (régularisation N-1) :	0	0	0	0	0
- Redressement impôt sur les sociétés 2019	-1 831	0	0	0	0
- CICE	0	0	0	0	10 829
Total des crédits d'impôts	575	3 080	3 142	2 722	12 713
Résultat net	-40 372	6 903	-318	-11 163	-9 385

2.4 Détail de la créance future d'impôts

Les variations de la créance future d'impôt nette se présentent de la façon suivante (en M€) :

Nature (en M€)	Au 01/01/2022	Variations de l'exercice 2022	Au 31/12/2022
Accroissement dette future d'impôt			
1. Subventions d'investissement	-7,94	0,72	-7,22
2. Amortissement participation fondation POLMIT	0,00	0,00	0
SOUS-TOTAL	-7,94	0,72	-7,22
Allègement dette future d'impôt			
1. Provisions non déductibles temporairement			
- indemnités de fin de carrière	63,04	1,95	64,99
- provision pour charges liées au personnel	8,98	2,68	11,66
- dépréciation des immobilisations	1,38	0,04	1,43
- dépréciation de l'actif circulant	63,97	0,90	64,86
- sur amortissement Macron	1,68	-0,53	1,15
- provision dossiers amiables SACD	1,30	-0,17	1,13
- provision pour charges diverses	22,65	1,63	24,28
2. Produits imposés et non encore comptabilisés			
- Subventions (produits constatés d'avance)	2,66	1,60	4,26
SOUS TOTAL	165,66	8,11	173,76
TOTAL	157,71	8,83	166,54

La base d'imposition devrait globalement être minorée dans le futur de 166,5 M€

Les déficits fiscaux reportables de l'Etablissement Français du Sang s'élèvent à 81 M€ au 31 décembre 2022 (contre 48,8 M€ au 31 décembre 2021).

Les moins-values nettes à long terme taxables au taux réduit sont de 0.00 € en 2022 comme en 2021.

3_BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

3.1 Bilan actif

3.1.1 L'actif net immobilisé représente 49% du total de l'actif

La valeur nette des immobilisations augmente de 8,9 M€ passant de 283,4 M€ en 2021 à 292,2 M€ à fin 2022.

	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
ACTIF IMMOBILISE			
immobilisations incorporelles nettes	9 945	9 422	523
immobilisations corporelles nettes	253 891	246 304	7 587
immobilisations financières	28 405	27 662	743
Actif Immobilisé	292 240	283 387	8 853

- ➡ Les méthodes d'amortissement des immobilisations restent inchangées ; les taux et durées d'amortissement retenus sont détaillés ci-dessous.
L'EFS applique la méthode des composants.

- Taux d'amortissement appliqués aux immobilisations par composants :**

Immeubles bâtis	
Structures et ouvrages assimilés	4%
Étanchéité / toiture	5%
Ravalement	10%
Second œuvre	6,67%
Agencement / Aménagement	10%
Chambres froides	
Structure	6,67%
Rayonnages	10%
Équipement de production de froid	12,50%
Camions de collecte aménagés	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Aménagement	14,29%
Véhicules légers bi/tri-température de distribution	
Structure	10%
Moteur	12,50%
Système de réfrigération	14,29%

- Durées d'amortissement appliquées aux immobilisations non décomposées**

Code	Libellé	Durée (ans)
Logiciels (compte 2051)		
20531400	Logiciels bureautiques	3
20531500	Logiciels de laboratoire et autres logiciels MT	4
20531600	SAFRAN	10
Installation à caractère spécifique sur sol propre (compte 21531)		
21531710	Installations spécifiques sol propre amortissables sur 15 ans	15
21531720	Installations spécifiques sol propre amortissables sur autres durées	Variable
Installation à caractère spécifique sur sol d'autrui (compte 21532)		
21534710	Installations spécifiques sol d'autrui amortissables sur 15 ans	15
21534720	installations spécifiques sur sol d'autrui sur autres durées	Variable
Matériel et outillage (compte 2154)		
21541720	Matériel durée de vie de 5 ans	5
21541770	Electroménager	5
21541730	Matériel durée de vie de 7 ans	7
21541740	Matériel durée de vie de 10 ans	10
21541780	Matériel durée de vie de 10 ans	10

Code	Libellé	Durée (ans)
21541760	Matériel acquis d'occasion	Variable
Véhicules (compte 21821)		
21827110	Véhicule tourisme	5
21827120	Véhicule utilitaire	7
21827130	Véhicule tourisme d'occasion	Variable
21827140	Véhicule utilitaire d'occasion	Variable
Matériel de bureau (compte 21831)		
21831720	Matériel de bureau	4
21831730	Matériel de bureau	10
21831740	Matériel de bureau occasion	Variable
Matériel informatique (compte 21832)		
21832710	Matériel informatique durée de vie 3 ans	3
21832720	Matériel informatique durée de vie 4 ans	4
21832730	Matériel informatique durée de vie 7 ans	7
21832740	Matériel informatique d'occasion	Variable
Mobilier (compte 21840)		
21847200	Mobilier sur 5 ans	5
21847300	Mobilier sur 10 ans	10
21847400	Mobilier d'occasion	Variable

Les évolutions principales de l'exercice sont :

- ➡ Les immobilisations incorporelles nettes augmentent de 0,5 M€ s'élevant à 9,9 M€. Elles sont constituées des logiciels médicotechniques et bureautiques, ainsi que des brevets et licences.

En 2022, un montant brut d'acquisitions a été enregistré sur ce poste pour 4,1 M€ concernant principalement la sécurisation de l'infrastructure informatique dans ses différents domaines (médicotechniques et hors médicotechniques) et la poursuite du projet Web donneurs visant à moderniser la relation avec les donneurs.

- ➡ Les immobilisations corporelles nettes représentent la plus grande partie de l'actif net immobilisé pour un montant de 253,9 M€, en sensible augmentation par rapport à l'année précédente (+7,6M€).

Les éléments caractéristiques suivants sont à mentionner :

- Selon les résultats de la dernière enquête immobilière disponible réalisée pour 2022, le parc immobilier de l'EFS est de 310 846 m2 dont :
 - 126 029 m2 en pleine propriété ;
 - 95 608 m2 en mise à disposition ou reçus en affectation;
 - 79 808 m2 en location simple ;
 - 9 401 m2 en bail emphytéotique ;
- Les acquisitions d'immobilisations de l'exercice 2022 se sont élevées à 53 M€ contre 51 M€ en 2021 réparties selon les catégories suivantes :

Acquisitions d'immobilisations				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Immobilisations incorporelles	4 060	4 100	-40	-1,0%
Investissements immobiliers	3 893	3 930	-37	-0,9%
Matériels immobilisés	23 840	19 426	4 414	22,7%
Autres immobilisations corporelles	2 443	3 653	-1 210	-33,1%
Travaux en cours et avances	16 793	18 407	-1 614	-8,8%
Immobilisations financières	1 924	1 445	479	33,1%
	52 953	50 961	1 992	3,9%

- Parmi les travaux en cours et avances figurent notamment le solde des travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2021 qui s'élève à 11,5 M€, en diminution de - 5,4 M€ par rapport à 2021.
Les principaux travaux immobiliers en cours sont précisés au § 1.3.3 Travaux Immobiliers
- L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation de locaux hospitaliers a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1 426 K€ (contre 1 379 K€ en 2021).

➡ Les immobilisations financières sont constituées par 3 éléments principaux :

- les titres de participation détenus par l'EFS dans sa filiale Diagast.
L'EFS détient 81,8% du capital de cette société, inscrit à l'actif pour un montant de 3,9 M€ (Cf. § 1.3.4)
- les versements effectués auprès des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables après 20 ans. Le montant net de ces prêts s'élève à 22,9 M€.
En 2022, l'EFS a obtenu le remboursement de 0,1 M€ sur d'anciens prêts venus à échéance et versé de nouveaux prêts pour 1,9 M€.
- les dépôts et cautionnements versés à hauteur de 1,6 M€, en augmentation de 0,1 M€. Il s'agit principalement de dépôts de garantie déposés auprès de bailleurs dans le cadre de baux souscrits par l'EFS.

3.1.2 L'actif circulant diminue de 2,6 M€

➡ Le montant de l'actif circulant passe de 271,3 M€ à 268,7 M€, soit une faible diminution de -2,6 M€

	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
Stocks et encours de production	68 952	65 902	3 051
Créances clients	173 640	163 135	10 505
Créances fiscales et sociales	14 860	27 103	-12 243
Créances diverses et charges constatées d'avance	11 291	15 186	-3 895
Actif circulant - créances	268 743	271 325	-2 582

Cette évolution, globalement peu importante, se caractérise cependant par une augmentation sensible des créances clients (+10,5 M€) d'une part et une diminution des créances fiscales et sociales d'autre part (-12,2 M€).

Les stocks et en-cours nets augmentent de 3 M€

De manière globale, les stocks nets de consommables et de produits augmentent de 3 M€ par rapport à 2021.

Les stocks de produits finis et encours de production, nets de dépréciation et y compris les USP, ont progressé de 2,4 M€ par rapport à la fin d'année précédente.

Stocks et encours (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Matières premières et consommables	36 656	36 123	533	1,5%
En cours de production	6 604	4 937	1 667	33,8%
Produits finis	25 110	24 386	724	3,0%
Marchandises pour revente	582	456	126	27,6%
	68 952	65 902	3 051	4,6%

➡ Le stock net final correspondant aux consommables s'élève à 36,6 M€ au 31/12/2022, stable par rapport à l'année précédente (+0.5 M€)

Les principales variations concernent les stocks de consommables d'activité. En valeur brute les variations les plus importantes sont celles :

- des stocks de réactifs, produits chimiques et pharmaceutiques : -0,3 M€ (-2,1%) ;
- des stocks de DMU de prélèvement de sang total qui augmentent légèrement : +0,1 M€ ;
- des stocks de DMU de prélèvement par aphérèse et préparation qui augmentent de 0,9 M€.

➡ Le stock net final correspondant à la production (en-cours et produits finis) s'élève à 31,7 M€, en augmentation de 2,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Stocks nets de produits finis et en cours	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Concentrés de globules rouges	13 012	12 280	732	
Plaquettes	908	845	63	
Plasmas thérapeutiques (produits finis)	3 811	4 268	-	457
Plasmas en cours et LFB	7 605	6 221	1 384	
Tissus (production)	1 226	1 275	-	49
Autres produits	5 152	4 434	718	
	31 714	29 322	2 392	

Les stocks de concentrés de globules rouges représentent 41% des stocks de produits nets.

➡ Le stock de marchandises se situe à 0,6 M€ à un niveau quasiment identique à celui de 2021. Il est composé principalement des produits des banques de tissus achetés à l'extérieur.

➡ Les unités de sang placentaire ont une valeur nette qui a été ramenée à zéro. Leur valorisation brute se situe à 65,8 M€ mais, compte tenu de leur faible taux de cession, ils font l'objet d'une provision à hauteur de 100% de leur valeur brute (Cf. § 1.4.8)

Les créances nettes sont en diminution de -5,6 M€

	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
Créances clients	173 640	163 135	10 505
Créances fiscales et sociales	14 860	27 103	-12 243
Créances diverses et charges constatées d'avance	11 291	15 186	-3 895
Actif circulant - créances	201 813	207 445	-5 632

➡ Les créances sont composées du poste "clients et comptes rattachés", des créances fiscales et sociales et des autres créances.

Leur évaluation présente les caractéristiques suivantes :

- les créances sont toutes évaluées en devises €,
- la part à plus d'un an à l'origine s'élève à 15,9 M€, principalement constituée des créances d'impôts (CIR 8,9 M€) et de la créance sur les époux Mérel (7 M€ provisionnée à 100%)
- sans changement significatif par rapport à 2021, les provisions pour dépréciation des comptes clients et autres créances s'élèvent à 12 M€

➡ Les créances clients nettes s'élèvent à 173,6 M€, ce qui représente une augmentation de 10,5 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Le délai d'encaissement moyen de 2022 s'est légèrement amélioré, s'élevant à 56 jours pour les clients de métropole comparé à 58 jours en 2021.

La situation des clients situés dans les DOM se stabilise à l'exception du CHU de Pointe à Pitre dont l'encours ne cesse d'augmenter malgré quelques paiements sporadiques reçus en 2022.

Les évolutions des clients les plus importants sont les suivantes :

Créances clients (en K€)	Evolution 2022 / 2021 (montant négatif = défavorable)	solde au 31/12/2022	solde au 31/12/2021
APHM (Marseille)	159	1 388	1 547
APHP (Paris)	-1 038	10 268	9 230
HCL (Lyon)	3 894	2 986	6 880
ETS HOSP CORSE	-112	2 412	2 300
CHAR (Guyane)	308	689	997
PAP (Guadeloupe)	-3 302	13 346	10 044
CHUM (Martinique)	-1 300	3 724	2 424
CHU régionaux*	-8 352	20 709	12 357
	-9 743	55 522	45 779
*notamment Alès, Nîmes, Tours, Orléans, Lens, Muhlouse,...			

Il convient de signaler le retour du client LFB à des délais de règlement normaux, son encours analysé au 31/12 reste stable s'élevant à 10,4 M€.

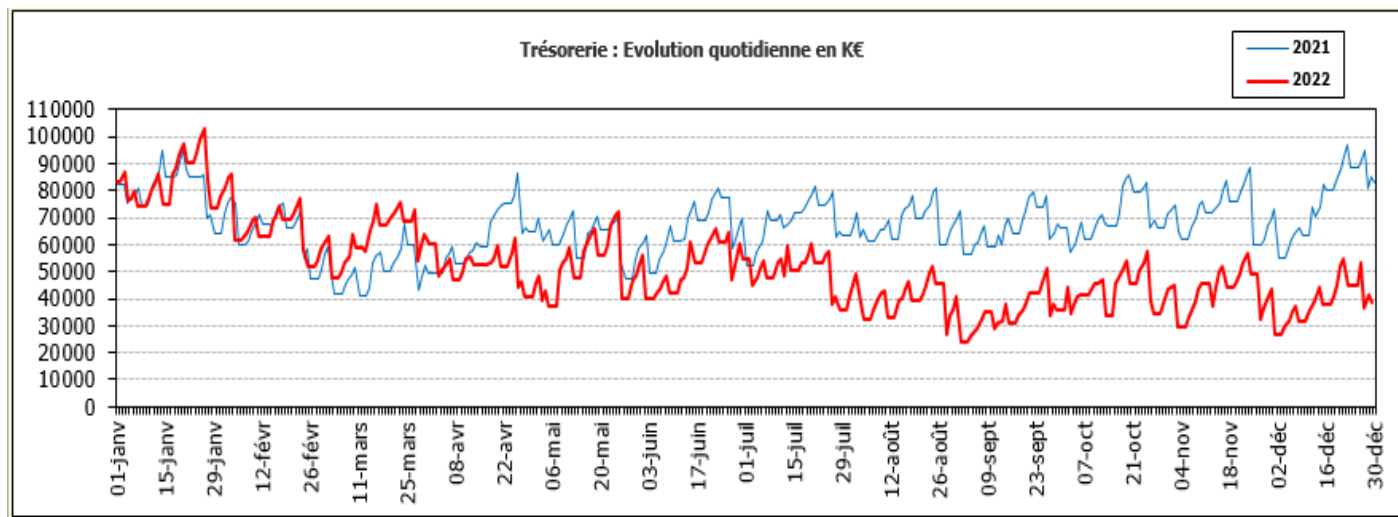
➡ Les créances fiscales et sociales s'élèvent à 14,8 M€, en forte diminution par rapport à la situation du 31 décembre 2021 (-12,2 M€)

Cette diminution s'explique en majeure partie par les remboursements de crédits d'impôts obtenus en 2022 ce qui réduit d'autant la créance que l'EFS détient sur l'Etat à ce titre. En particulier, le dernier CICE de 2018 a fait l'objet d'un remboursement intégral en 2022 pour un montant de 10,8 M€.

- ➡ Les charges constatées d'avance sont des charges qui ont été comptabilisées durant l'exercice comptable, mais dont une partie concerne l'exercice suivant. Il s'agit pour l'essentiel de primes d'assurance, de loyers et de maintenances. Elles se situent à 5,4 M€ contre 4,2 M€ l'année précédente.

La trésorerie disponible s'est fortement dégradée

- ➡ L'EFS ne dispose plus de placement à court terme depuis 2017.
- ➡ Les disponibilités (comptes bancaires, caisses et régies) s'élèvent à 38,7 M€, en diminution de 44,6 M€ par rapport à 2021.
- ➡ La courbe de suivi de la trésorerie au jour le jour caractérise la baisse continue de la trésorerie observée depuis mi- juillet 2022.



3.2 Bilan passif

3.2.1 Les fonds propres de l'EFS diminuent de -42,7 M€

FONDS PROPRES (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
Dotation initiale de l'Etat	53 357	53 357	0
Réserves	154 743	154 743	0
Report à nouveau	84 824	77 921	6 903
Résultat de l'exercice	-40 372	6 903	-47 275
Subventions d'investissement	13 138	15 485	-2 348
	265 690	308 409	-42 720

Du fait du résultat déficitaire de l'exercice 2022, les fonds propres de l'EFS régressent de façon importante (-42,7 M€)

Les fonds propres sont composés :

- des financements non rattachés à des actifs déterminés (ex-dotation de l'Etat) versés à la création de l'EFS pour 53,3 M€ ;
- des financements rattachés à des actifs déterminés correspondant aux subventions d'équipement reçues dans le cadre du financement de certaines immobilisations (13,1 M€ en valeur nette) y compris les subventions inscrites en contrepartie des immobilisations MAD (5,6 M€ en valeur nette).
Leur amortissement suit le même rythme que celui des immobilisations auxquelles ils sont rattachés.
En 2022, l'EFS a bénéficié d'un montant brut de nouvelles subventions d'équipement pour un total de 0,3 M€ ;
- des réserves pour 154,7 M€, sans changement par rapport à 2021 ;
- du résultat de l'exercice qui est déficitaire de -40,4 M€ (bénéfice de 6,9 M€ en 2021) ;
- du report à nouveau s'élevant à 84,8 M€. Ce poste enregistre chaque année l'affectation du résultat, en plus ou en moins.

➡ Le tableau synthétique d'évolution des fonds propres se présente comme suit :

Fonds propres au 31 décembre 2021 (en €)	308 409 493
Subventions d'investissement amorties et/ ou sorties	-2 695 800
Amortissements dérogatoires	
Résultat de l'exercice	-40 372 017
Nouvelles subventions d'investissement reçues	347 983
Fonds propres au 31 décembre 2022	265 689 659

3.2.2 Les provisions inscrites au passif augmentent de 12,4 M€

Deux catégories de provisions sont identifiées, les provisions pour risques (29,4 M€) et les provisions pour charges (128,1 M€).

➡ Les provisions pour risques augmentent de 6,4 M€ d'un exercice à l'autre du fait de l'évolution des dossiers considérés.

Les risques principaux retenus dans ce cadre sont :

- les contentieux transfusionnels avec les organismes Tiers Payeurs ou non inclus dans le périmètre de l'ONIAM (Cf. § 1.4.4), dont le montant total atteint 3,5 M€ ;
- la provision pour risque de facturation par Pôle Emploi pour des salariés ayant quitté l'EFS et susceptibles de bénéficier de prestations d'indemnisation de chômage : 11,7 M€ ;
- les risques relatifs à des contentieux prud'homaux en cours : 3,7 M€ ;
- les risques de non recouvrement pour des dossiers spécifiques notamment les intérêts moratoires à hauteur de 4,5 M€.

➡ Les provisions pour charges s'élèvent à 128,1 M€ et augmentent de 6 M€ entre 2021 et 2022.

Ce poste comprend notamment la provision pour indemnités de départ à la retraite. La méthode de calcul est explicitée au § 1.4.6.

Au 31 décembre 2022, le montant total de la PIDR comptabilisée s'élève à 65 M€, en augmentation de 2 M€ par rapport à 2021.

L'application de la méthode du corridor en 2014 modifiée en 2017 a conduit à ne pas constater en comptabilité la partie de la provision correspondant aux évolutions actuarielles.

En 2022, le montant qui figure en engagements hors bilan à ce titre est de 3,65 M€.

Les provisions pour prise en compte des Comptes Epargne Temps des salariés de l'EFS s'élèvent à 44,1 M€, en augmentation de 2,8 M€ entre 2021 et 2022. Ils se composent de 31,8 M€ pour la part des salaires bruts et de 12,3 M€ pour les charges sociales afférentes.

Les autres provisions pour risques et charges représentent 14,6 M€ comprenant principalement la provision constituée en 2019 pour le reversement de la régularisation de TVA sur immobilisations sur 5 ou 20 ans du fait du changement de régime fiscal de l'EFS (13,9 M€).

3.2.3 Les dettes financières diminuent du fait des remboursements d'emprunt

➡ Ce poste, d'un montant global de 11,8 M€, correspond aux emprunts auprès des établissements de crédit.

L'EFS a souscrit en 2020 un emprunt de 15 M€ auprès de la Banque Postale afin de financer les travaux immobiliers (site de Lille principalement).

Les remboursements de l'exercice se sont élevés à 1,5 M€ expliquant en totalité la variation de ce poste d'un exercice à l'autre.

Au 31/12/2022, seul cet emprunt reste en compte, il n'y a plus d'autre emprunt en cours.

3.2.4 Les dettes d'exploitation diminuent sensiblement de -6,4 M€

Au total, les dettes d'exploitation constatées au 31 décembre 2022 s'élèvent à 164,6 M€, en diminution de -6,4 M€ soit - 3,8 % par rapport à 2021.

DETTE D'EXPLOITATION (en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021
Dettes fournisseurs d'exploitation	114 531	118 702	-4 170
Dettes fiscales et sociales	43 855	48 550	-4 694
Dettes diverses et produits constatés d'avance	6 269	3 847	2 421
Dettes CT	164 655	171 098	-6 443

➡ Les fournisseurs d'exploitation représentent la majeure partie de cette rubrique puisqu'ils atteignent un montant global d'encours de 114,5 M€, en diminution de - 4,2 M€ par rapport au 31 décembre de l'année précédente.

Le délai moyen de décaissement des fournisseurs calculé pour 2022 s'élève à 51,3 jours contre 55,2 jours pour l'année 2021.

Ce délai calculé sur l'année entière n'est pas nécessairement représentatif de la situation ponctuelle observée en fin d'année. Il caractérise cependant la réduction du poste des dettes fournisseurs en continu.

Les compensations entre les créances clients et les dettes fournisseurs des établissements hospitaliers se sont élevées à 18,5 M€ en 2022 principalement concernant l'APHP (Paris) Ces compensations contribuent également à la réduction des dettes fournisseurs.

➡ Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 43,9 M€ contre 48,6 M€ l'année précédente.

Les dettes en cours auprès des salariés et des organismes sociaux s'élèvent à 22,4 M€, dont le montant principal concerne l'URSSAF (14 M€).

Les charges à payer relatives aux dettes provisionnées pour congés payés, repos compensateurs, comptes épargne-temps (comptabilisés en provision dans la nouvelle présentation des comptes) et éléments variables de paie en attente de paiement, se situent à un niveau global de 57,4 M€ décomposé de la façon suivante :

Provisions sociales				
(en K€)	2022	2021	Evolution 2022 / 2021	
Dettes provisionnées pour congés à payer	2 887	3 414	-527	
Charges sociales prov. s/ congés à payer	1 054	1 250	-196	
Charges fiscales prov. s/ congés à payer	58	68	-11	
<i>Congés payés</i>	3 998	4 732	-734	-15,5%
Dettes provisionnées pour repos compensateurs	5 044	4 290	754	
Charges sociales prov. s/ repos compensateurs	1 841	1 570	271	
Charges fiscales prov. s/ repos compensateurs	101	86	15	
<i>Repos compensateurs</i>	6 986	5 946	1 040	17,5%
Provision pour dettes CET	31 819	29 780	2 039	
Provisions pour charges sociales et fiscales s/ CET	12 252	11 496	756	
<i>CET</i>	44 071	41 276	2 795	6,8%
Dettes provisionnées pour éléments variables	1 735	2 523	-788	
Dettes provisionnées pour intéressement	0	2 265	-2 265	
Charges sociales prov. s/ éléments variables	557	838	-282	
Charges sociales provisionnées s/intéressement	1	450	-449	
Charges fiscales prov. s/ éléments variables	28	44	-16	
<i>Autres éléments variables et intéressement</i>	2 321	6 120	-3 800	-62,1%
	57 376	58 074	-698	-1,2%

On notera l'augmentation des comptes de CET pour 2,8 M€ du fait de l'augmentation du nombre de jours épargnés par les salariés et compte tenu des augmentations salariales réalisées courant 2022.

L'EFS a une dette auprès de ses salariés au titre du CET pour un montant de 44 M€ (salaires et charges sociales comprises).

3.2.5 *Les dettes diverses et comptes de régularisation augmentent de 2,4 M€*

- ➡ Les autres dettes pour 1,1 M€ diminuent de 0,16 M€ notamment sous l'effet des opérations bancaires en instance en fin d'année (- 0,13 M€).
- ➡ Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 5,2 M€ en augmentation de 2,6 M€ par rapport à 2021.
Ils correspondent en majeure partie à des subventions de recherche perçues pour une période dépassant l'exercice ainsi qu'à la facturation à l'avance de réservations de salles dans le cadre de partenariats de recherche médicale.

TABLEAUX ANNEXES

1. IMMOBILISATIONS
2. IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION
3. AMORTISSEMENTS
4. PROVISIONS
5. ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
6. COMPTES DE REGULARISATION
7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT
8. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS
9. EFFECTIFS
10. ENQUETE PATRIMONIALE SUR LA SITUATION DES BIENS
11. ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE
12. AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN
13. ENGAGEMENTS RECUS (baux)
14. ENGAGEMENTS RECUS (mises à disposition de terrains et locaux)



IMMOBILISATIONS

y compris biens mis à disposition contrôlés et valorisés par France Domaine (MAD)

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

VALEURS BRUTES	Valeur brute au 31/12/2021	Acquisitions	Virement de poste à poste	Cessions ou mises hors service	Valeur brute au 31/12/2022
Frais établissement et de développpt TOTAL I					
Autres postes immobilisations. incorpore TOTAL II	86 068 114	4 060 483	(59 560)	649 318	89 419 719
Terrains - Pleine propriété	10 611 866	3 750		18 856	10 596 760
- Terrains MAD	307 349			3 421	303 928
- Terrains MAD intégrés (1) (2)	2 937 940			408 000	2 529 940
Constructions - Pleine propriété	196 253 675	1 366 942	7 591 022	2 691 905	202 519 734
- sur sol d'autrui	98 719 817	1 351 728	4 251 594	1 814 347	102 508 793
- Constructions MAD intégrées (1) (2)	18 032 011			500 000	17 532 011
- installations générales	104 762 517	1 170 193	4 833 775	2 194 501	108 571 985
Installations techniques, matériel et outillage industriels	247 728 567	23 840 223	2 298 379	21 360 714	252 506 456
- installations générales, agencmts, aménag.					
Autres immob. - matériel de transport	12 690 832	443 653	0	2 208 130	10 926 356
corporelles - matériel de bureau et informatique, mobilier	58 566 896	1 980 319	4 878 284	1 560 880	63 864 619
- emballages récupérables et divers	719 384	19 040		43 158	695 266
Immobilisations corporelles en cours	22 797 776	16 748 380	(23 793 495)	72 799	15 679 862
Avances et acomptes	268 691	43 700		268 691	43 700
TOTAL III	774 397 321	46 967 929	59 560	33 145 402	788 279 408
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	3 879 905				3 879 905
Autres titres immobilisés	16 043				16 043
Prêts et autres immobilisations financières	23 770 379	1 924 587		1 182 008	24 512 958
TOTAL IV	27 666 327	1 924 587		1 182 008	28 408 906
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	888 131 762	52 952 999	(0)	34 976 728	906 108 033

(1) Directives DGRIIP Instruction référence: 2012/11/6584 du 18 décembre 2012

(2) Cf. Tableau joint à l'annexe immobilisation, page suivante



IMMOBILISATIONS MISES A DISPOSITION FIGURANT DANS LES COMPTES 2022

Clôture au 31/12/2022

ETABLISSEMENTS	SITES	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	TOTAL VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS DES CONSTRUCTIONS
PACA Corse	Gap	26 000,00	436 550,00	462 550,00	352 709,99
PACA Corse	Arles	113 500,00	334 000,00	447 500,00	249 148,80
Nouvelle Aquitaine	Agen	1,00	-	1,00	-
Nouvelle Aquitaine	Pau	33 000,00	704 020,00	737 020,00	568 812,07
Nouvelle Aquitaine	Niort	150 000,00	1 200 000,00	1 350 000,00	969 538,44
Nouvelle Aquitaine	Poitiers	52 500,00	4 549 000,00	4 601 500,00	3 675 358,72
Bretagne	Quimper	102 000,00	-	102 000,00	-
Bretagne	Brest	1,00	300 000,00	300 001,00	242 384,61
Bretagne	Rennes Hopital Sud	9 000,00	45 000,00	54 000,00	36 357,66
Bretagne	Vannes	1,00	750 000,00	750 001,00	605 961,57
Ile de France	Meaux	1,00	253 000,00	253 001,00	204 411,04
Ile de France	Poissy	20 000,00	596 000,00	616 000,00	481 537,40
Ile de France	Institut Gustave Roussy	15 000,00	250 000,00	265 000,00	201 987,22
Ile de France	IUTC Créteil	300 000,00	-	300 000,00	-
Ile de France	Pontoise	93 900,00	4 052 700,00	4 146 600,00	3 274 373,79
Occitanie	Nîmes	279 000,00	-	279 000,00	-
Centre Pays de Loire	Tours	170 160,00	1 626 320,00	1 796 480,00	1 313 983,13
Centre Pays de Loire	Nantes Hopital Nord	1,00	100 000,00	100 001,00	80 794,87
Auvergne Rhône Alpes	Moulins	27 600,00	237 400,00	265 000,00	191 807,05
Auvergne Rhône Alpes	Aurillac	40 000,00	330 000,00	370 000,00	266 623,08
Auvergne Rhône Alpes	St Etienne Bellevue	180 000,00	-	180 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Roanne	90 000,00	-	90 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Puy en Velay	50 000,00	-	50 000,00	-
Auvergne Rhône Alpes	Annemasse	461 000,00	-	461 000,00	-
Martinique	Martinique	317 275,00	1 768 021,00	2 085 296,00	1 428 470,32
		2 529 940,00	17 532 011,00	20 061 951,00	14 144 259,76



AMORTISSEMENTS

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

AMORTISSEMENTS	Amortissements au 31/12/2021	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Amortissements au 31/12/2022
Frais établissement et de développpt TOTAL I				
Autres postes immobilisations, incorporelles TOTAL II	76 303 898	3 340 606	649 318	78 995 187
Terrains	907 485	67 013	1 214	973 284
- s/sol propre	132 576 380	7 281 491	2 272 383	137 585 488
Constructions	57 088 510	4 430 736	1 580 760	59 938 487
- s/sol autrui	13 428 120	1 089 117	372 977	14 144 260
- biens MAD	81 316 128	4 760 711	2 062 678	84 014 160
- installations générales	182 771 617	13 840 023	20 988 736	175 622 904
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 183 950	573 624	2 178 416	8 579 158
- installations générales, agencements, aménag.	47 657 101	5 251 280	1 554 822	51 353 559
Aut. immob. corporelles	642 814	15 087	6 422	651 479
- matériel de transport				
- matériel de bureau et informatique, mobilier				
- emballages récupérables et divers				
TOTAL III	526 572 106	37 309 082	31 018 408	532 862 780
TOTAL (I à III)	602 876 004	40 649 688	31 667 726	611 857 967



PROVISIONS

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au

31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

NATURE DES PROVISIONS	Montant au 31/12/2021	Provisions incorporées à un compte de réserves	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises		Montant au 31/12/2022
				Prov. utilisée	Prov. non utilisée	
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges	3 456 644		1 304 234	99 139	958 866	3 702 873
Provisions pour pénalités			2 640 000			2 640 000
Provisions pour pertes de change			8 349			8 349
Provisions indemnités de départ à la retraite	63 038 588		7 242 445	5 295 123		64 985 910
Provisions pour impôts			4 468 725			4 468 725
Autres provisions pour risques et charges	78 662 140		54 647 720	8 085 684	43 481 556	81 742 619
TOTAL I	145 157 371		70 311 473	13 479 946	44 440 422	157 548 476
Provisions pour dépréciation						
Provisions immobilisations incorporelles	342 120					342 120
Provisions immobilisations corporelles	1 521 705		277 135		135 735	1 663 105
Provisions autres immobilisations financières	4 692			300		4 392
Provisions stocks et en cours	69 049 016		70 401 676	69 049 016		70 401 676
Provisions comptes clients	1 114 910		65 239	24 488	27 118	1 128 542
Autres provisions pour dépréciation	10 967 235		23 138		92 669	10 897 704
TOTAL II	82 999 680		70 767 188	69 073 804	255 523	84 437 540
TOTAL GENERAL (I + II)	228 157 051		141 078 661	82 553 750	44 695 945	241 986 016
Dont dotations et reprises						
- d'exploitation			140 441 712	82 553 750	44 520 200	
- financières			636 949		175 745	
- exceptionnelles						



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

ETAT DES CREANCES	Montant brut au 31/12/2022	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts (1)	22 908 510	705 943	22 202 567
Autres immobilisations financières	1 604 448	321 682	1 282 766
Clients douteux ou litigieux	1 152 194	35 878	1 116 316
Autres créances clients	173 616 443	173 449 310	167 133
Mises en débet et autres créances			
Personnel et comptes rattachés	5 395 849	5 393 486	2 363
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 538 963	2 500 724	38 239
Etat et autres	9 916 239	1 075 857	8 840 382
collectivités	1 506 357	1 506 357	
- impôt sur les bénéfices			
- taxe sur la valeur ajoutée			
- subventions à recevoir			
- divers	3 438 416	3 424 633	13 783
Groupe et associés	32 500		32 500
Débiteurs divers	8 674 166	3 081 766	5 592 400
Charges constatées d'avance	5 383 592	5 254 072	129 520
TOTAUX	236 167 677	196 749 708	39 417 969
(1) Montant :			
- prêts accordés en 2022	1 449 741		
- remboursements obtenus en 2022	809 927		

ETAT DES DETTES	Montant brut au 31/12/2022	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts, dettes - à 1 an maximum				
établissement crédit - à plus de 1 an	11 628 720	1 503 720	7 500 000	2 625 000
Emprunts, dettes financières divers (1) (2)	150 996		150 996	
Fournisseurs, comptes rattachés	96 768 156	95 171 314	1 569 391	27 451
Personnel et comptes rattachés	10 646 763	9 231 398	1 415 022	343
Sécurité sociale, aut.org sociaux	26 919 828	26 266 353	493 727	159 748
Etat impôts sur les Bénéfices				
Etat et autres - T.V.A.	3 140 268	3 140 268		
collectivités - autres impôts	2 985 070	2 957 202	19 887	7 981
Dettes immobilisations et cptes rattachés	17 760 318	17 061 154	44 320	654 844
Groupe et associés	36 745	36 745		
Autres dettes	1 222 423	1 109 526	112 692	205
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 173 995	4 436 353	737 642	
TOTAUX	176 433 282	160 914 033	12 043 677	3 475 572
(1) Emprunts souscrits en 2022				
Emprunts remboursés en 2022	1 500 000			



COMPTES DE REGULARISATION

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

Dettes	Montant
Intérêts courus et non échus sur emprunts	3 720
Fournisseurs	53 746 958
Clients RRR à accorder et avoirs à établir	22 755
Personnel et organismes sociaux	13 787 719
Organic	1 410 855
Taxe sur les véhicules	323 514
Charges fiscales	204 340
Autres charges à payer	54 369
TOTAL DES CHARGES A PAYER	69 554 231

Créances	Montant
Clients factures à établir	947 028
Fournisseurs avoirs à recevoir	416 370
Personnel et organismes sociaux	2 538 963
Etat et autres collectivités	2 915
Autres produits à recevoir	1 147 695
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	5 052 970

Charges	Montant
Charges d'exploitation	5 383 592
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 383 592

Produits	Montant
Subventions d'exploitation	5 173 995
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	5 173 995



FINANCEMENT DES ACTIFS

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

	Montant au 31/12/2021	Nouvelles subv Dotations	Subventions totalelement amorties	Reclassements	Montant au 31/12/2022
<u>FINANCEMENT ETAT/ANR</u>					
MONTANT BRUT	3 782 976	101 886	19 532	9 078	3 874 408
AMORTISSEMENTS	1 922 868	368 140	19 532		2 271 475
<u>FINANCEMENT DE TIERS AUTRES QUE L'ETAT</u>					
MONTANT BRUT	22 748 832	246 098	1 498 906	-9 078	21 486 945
AMORTISSEMENTS	16 665 373	703 521	1 498 906		15 869 987
<u>BIENS MAD</u>					
MONTANT BRUT	20 969 951		908 000		20 061 951
AMORTISSEMENTS	13 428 120	1 624 140	908 000		14 144 260
MONTANT DES SUBVENTIONS NETTES	15 485 398				13 137 581



TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Closure au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

	Capital	Quote-part de capital détenue	Capitaux propres	Droits de vote en %	Valeurs comptables des titres détenus		Chiffre d'affaires HT en 2022	Résultat en 2022	Dividendes encaissés en 2022	Prêts & avances consentis	Montant des cautions et avals donnés
					Brute	Nette					
FILIALES (Plus de 50 % du capital détenu)											
DIAGAST SAS	4 742 140	81,8%	35 535 635	81,8%	3 879 905	3 879 905	45 327 056	-10 335 781	0	0	0

L'Etablissement Français du Sang est société-mère et entreprise consolidante pour le Groupe EFS



EFFECTIFS

ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

	Nombre de personnes au 31/12/2022	Nombre d'ETP au 31/12/2022	Nombre de personnes au 31/12/2021	Nombre d'ETP au 31/12/2021
Salariés de droit privé	8 807	8 271	8 723	8 156
Contractuels de droit public	2	2	3	3
Personnel détaché	65	59	57	51
Personnel mis à disposition	260	235	291	264
TOTAL	9 134	8 567	9 074	8 474



ENQUETE PATRIMONIALE SUR SITUATION DES BIENS AU 31/12/2022

Cloture au 31/12/2022

Etablissements	SURFACE M ² S.H.O.N CONSTRUITE TOTALE	Sites en Pleine Propriété (PP)	Sites en Mise à disposition (MAD) ou en Affectation (AFF)	Sites en Location (BL)	Sites faisant l'objet d'un Bail Emphytéotique (BE)
Services Centraux	8 447	-	-	8 447	-
PACA-Corse	19 463	4 336	9 053	6 074	-
Nouvelle Aquitaine	32 945	13 755	11 798	5 665	1 727
Bourgogne - Franche Comté	18 110	10 713	6 011	1 037	349
Bretagne	16 073	9 118	3 544	2 092	1 319
Hauts-de-France-Normandie	60 040	28 129	7 373	24 538	-
Ile de France	33 447	5 041	20 267	8 139	-
Grand Est	25 578	16 637	7 747	1 194	-
Occitanie	25 737	7 926	15 724	1 141	946
Centre-Pays de la Loire	28 740	14 768	7 540	6 432	-
Auvergne Rhône Alpes	37 617	13 809	5 615	13 133	5 060
Guadeloupe - Guyane	1 797	1 797	-	-	-
Martinique	1 203	-	891	312	-
La Réunion Océan Indien	1 649	-	45	1 604	-
TOTAL	310 846	126 029	95 608	79 808	9 401



ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL ET LOCATIONS LONGUE DUREE

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côté au 31/12/2022

(Montants exprimés en euros)

Crédit Bail	Terrains	Constructions	Installations et matériel	Autres	TOTAL
Valeur d'origine des biens au moment de la signature du contrat	0	0	119 000		119 000
Montant cumulé des amortissements des exercices précédents	0	0	103 493	0	103 493
Montant des dotations de l'exercice	0	0	10 602		10 602
Montant cumulé des amortissements au 31/12/2022	0	0	114 095	0	114 095
Montant cumulé des redevances des exercices précédents	0	0	139 379	0	139 379
Montant des redevances afférentes à l'exercice	0	0	18 362		18 362
Montant cumulé des redevances au 31/12/2022	0	0	157 741	0	157 741
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	0	15 712		15 712
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	0	2 343		2 343
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	0	0		0
Montant total des redevances restant à payer	0	0	18 055	0	18 055
Prix d'achat résiduel des biens	0	0	150	0	150

Locations longue durée	Terrains	Constructions	Installations et matériel	Autres	TOTAL
Redevances restant à payer à moins d'un an	0	19 783 916	3 808 910	2 704 399	26 297 225
Redevances restant à payer à plus d'un an et à moins de cinq ans	0	70 493 962	5 696 268	6 787 836	82 978 066
Redevances restant à payer à plus de cinq ans	0	44 270 452	0	0	44 270 452
Total	0	134 548 330	9 505 178	9 492 235	153 545 743



AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

(Montants exprimés en K euros)

Engagements donnés	Montant
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - comprise dans le corridor	3 650
Quote part non comptabilisée de l'indemnité de départ en retraite correspondant à l'évolution actuarielle - non comprise dans le corridor (amortissement sur 20 ans)	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	3 650

(Montants exprimés en K euros)

Engagements financiers reçus	Montant
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1 587
TOTAL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	1 587



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2022

Baux emphytéotiques / à construction

Etablissement	Site	Adresse
Nouvelle Aquitaine	Agen	Rue de la Grande Muraille - 47000 Agen
Bourgogne- Franche Comté	Macon	Centre Hospitalier Les Chanaux - 3 bld Louis Escande - 71018 Macon Cedex
Bretagne	Quimper	Centre Hospitalier de Cornouaille - 14 bis av Yves Thépot - BP 1757 - 29107 Quimper
Occitanie	Nîmes *	GHU de Nîmes Caremeau - 1 Place du Professeur Robert Debré - 30942 Nîmes
Occitanie	Nîmes *	GHU de Nîmes Caremeau - 1 Place du Professeur Robert Debré - 30942 Nîmes
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	2 Chemin des Croiselets - 74370 Epagny Metz Tassy

* BE figurant dans les comptes valorisés par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Clôture au 31/12/2022

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 1/5)

Etablissement	Site	Adresse
PACA-Corse	Aix Hopital	Av Henri Pontier - 13090 Aix en Provence
PACA-Corse	Ajaccio	Centre Hospitalier Gal de la Miséricorde - 27 av Impératrice Eugénie -BP 411-20303 Ajaccio
PACA-Corse	Ajaccio	CH Ajaccio - 1180 route A. Madunuccio - 20090 Ajaccio
PACA-Corse	Arles *	Centre Hospitalier Joseph Imbert- Quartier Haut Fourchon - BP 195 - 13637 Arles
PACA-Corse	Avignon	285, rue Raoul Follereau BP 888 84084 Avignon Cedex 02
PACA-Corse	Bastia	Centre Hospitalier de Falconaja - BP 680 - 20604 Bastia Cedex
PACA-Corse	Briançon	Centre Hospitalier des Escartons - avenue Adrien Daurelle - 05105 Briançon Cedex
PACA-Corse	Cannes	259-261, avenue de Grasse - 06400 Cannes
PACA-Corse	Gap *	1 Place A.Muret - 05007 Gap
PACA-Corse	Marseille IPC	Institut Paoli Calmette- 232 Sainte Marguerite - 13273 Marseille Cedex 9
PACA-Corse	Marseille Baille	149 bld Baille - 13392 Marseille Cedex 05
PACA-Corse	Marseille Nord	Chemin des Bourrely - 13915 Marseille Cedex 20
PACA-Corse	Marseille Timone 1	Timone 1 Aile Rouge - Faculté de Médecine-27 Bld Jean Moulin 13005 Marseille
PACA-Corse	Marseille Timone 2	Timone 2 BMT - 264 rue Saint Pierre - 13005 Marseille
PACA-Corse	Toulon Sainte Musse	Rue Henri Sainte Claire Deville - 83056 Toulon
Nouvelle Aquitaine	Bayonne	Hôpital de la côte Basque - 13 av Jacques Loël - 64100 Bayonne
Nouvelle Aquitaine	Dax	Bld Yves du Manoir -BP 401 - 40018 Dax Cedex
Nouvelle Aquitaine	Dax - Hôpital Thermal	Hôpital Thermal - 1 rue Labadie - 40000 Dax
Nouvelle Aquitaine	Guéret	39 avenue de la Sénatorerie - 23000 Guéret
Nouvelle Aquitaine	La Rochelle	Centre Saint Louis - Rue du Dr Scheweitzer 17012 La Rochelle
Nouvelle Aquitaine	Limoges - CHRU IH	Hôpital Dupuytren - 2 av Martin Luther King - 87042 Limoges Cedex
Nouvelle Aquitaine	Mont-de-Marsan	Centre Hospitalier - 691 av de Cronstadt - 40000 Mont-de-Marsan
Nouvelle Aquitaine	Niort *	40 avenue Charles de Gaulle - CS 78801 79028 Niort Cedex
Nouvelle Aquitaine	Pau *	CH régional - 145 avenue de Burros - 64046 Pau Université
Nouvelle Aquitaine	Périgueux	Centre Hospitalier - 80 avenue Georges Pompidou - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Périgueux Victoria	Foyer de l'Enfance - Bat D - 14 rue Victoria - 24000 Périgueux
Nouvelle Aquitaine	Pessac - Haut Lévêque	Hôpital du Haut Lévêque - 1 Avenue Magellan - 33604 Pessac Cedex
Nouvelle Aquitaine	Poitiers *	La Milétrie 350, avenue Jacques Coeur - BP 482 86012 Poitiers
Nouvelle Aquitaine	Saintes	33 Chemin des Carrières de la Croix -BP 40251 17105 Saintes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2022

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 2/5)

Etablissement	Site	Adresse
Bourgogne - Franche Comté	Auxerre	2 Bld de Verdun - BP 98 - 89011 Auxerre Cedex
Bourgogne - Franche Comté	Besancon B IETG	20 rue Françoise Dolto - BP 1937 - 25020 Besançon Cédex
Bourgogne - Franche Comté	Chalon s/ Saône	Centre Hospitalier William Morey - 4 rue du Capitaine Drillien - 71321 Chalon sur Saône
Bourgogne - Franche Comté	Dijon	2 rue Angélique Ducoudray - 2078 Dijon
Bourgogne - Franche Comté	Montceau-les-Mines	Galuzot - 71230 Saint Vallier
Bourgogne - Franche Comté	Nevers	Hôpital Pierre Bérégovoy - 1 bld de l'Hôpital - 58033 Nevers
Bourgogne - Franche Comté	Sens	CH Sens - 1 av Pierre Coubertin - 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Sens MDD	4 Rue Colette 89100 Sens
Bourgogne - Franche Comté	Trevenans	Hôpital Nord Franche Comté 100 route de Moval 90400 Trevenans
Bretagne	Brest Caval Blanche *	CHRU La Cavale Blanche - Bld Tanguy Prigent - 29609 Brest
Bretagne	Lorient Scorff	Bât G Hôpital Scorff - rue Louis Guigen- BP 2233 - 56322 Lorient Cedex
Bretagne	Rennes Hôpital Sud*	Hôpital Sud - 16 Bld de Bulgarie - 35 056 Rennes
Bretagne	St Brieuc	Centre Hospitalier La Bauchée - 10, rue Marcel Proust - 22021 St Brieuc Cedex 1
Bretagne	Vannes *	Bld du général Guillaudot 56017 Vannes
Hauts de France - Normandie	Alençon	25 rue de Fresnay - BP354 61000 Alençon
Hauts de France - Normandie	Amiens CHU	6 rue Emile Lesot - 80015 Amiens Cedex 2
Hauts de France - Normandie	Arras MDD	Maison du Don - CH Bât Dumand - 62022 Arras 62000 Dainville
Hauts de France - Normandie	Cherbourg en Cotentin MD	Centre Hospitalier du Cotentin rue de Trottebec 50100 Cherbourg en Cotentin
Hauts de France - Normandie	Creil CH	Boulevard Laennec BP 72 60109 Creil
Hauts de France - Normandie	Dieppe CH	Centre hospitalier de Dieppe - Avenue Pasteur 76200 Dieppe
Hauts de France - Normandie	Dunkerque CH	930 avenue Rosendaël - BP 6367 - 59385 Dunkerque Cedex
Hauts de France - Normandie	Lens CH	Centre Hospitalier - 99 route de la Bassée - 62300 Lens
Hauts de France - Normandie	Lille CHU	CHRU de Lille - rue Emile Laisne - 59037 Lille
Hauts de France - Normandie	Montivilliers CH	Hôpital J. Monod 29 av Pierre Mendès France 76290 Montivilliers
Hauts de France - Normandie	Rouen CHU	Hôpital Charles Nicolle - Pavillon Deroque -1 rue de Germont 76031 Rouen
Hauts de France - Normandie	Saint Quentin CH	Centre Hospitalier 1 av Michel de l'Hôpital 02100 Saint Quentin
Hauts de France - Normandie	Valenciennes CH	Centre Hospitalier - av Désandrouin - BP 479 - 59322 Valenciennes Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG

Côture au 31/12/2022

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 3/5)

Etablissement	Site	Adresse
Ile de France	Antoine Beclère	Bât Jean Hamburger - 157 rue de la Porte de Trivaux - 92140 Clamart
Ile de France	Avicenne	125, route de Stalingrad - 93009 Bobigny Cedex
Ile de France	Beaujon	100 bd du Général Leclerc 92118 Clichy Cedex
Ile de France	Bicêtre	78 rue du Général Leclerc - 94275 Le Kremlin Bicêtre
Ile de France	Bichat Bât A	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat Bât T	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Bichat TSUP	46, rue Henri Huchard - 75877 Paris Cedex 18
Ile de France	Cabanel	6 rue Alexandre Cabanel - 75015 Paris
Ile de France	Cochin	Bât St Jacques - 33, rue du Faubourg St Jacques - 75614 Paris Cedex 14
Ile de France	HEGP -G Pompidou	20 rue Leblanc - 75015 Paris
Ile de France	Henri Mondor	51, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 94010 Créteil Cedex
Ile de France	Inst G Roussy *	39 rue Camille Desmoulins - 94805 Villejuif
Ile de France	Lariboisière	Bâtiment Louis Devraigne - 2, rue Guy Patin - 75475 Paris Cedex 10
Ile de France	Meaux *	6-8 rue Saint Fiacre - 77108 Meaux
Ile de France	Melun	Centre hospitalier Marc Jacquet 270 avenue Marc Jacquet 77011 Melun
Ile de France	Necker Enfants	Bât Sèvres Archambault-Lamy - 149, rue de Sèvres - 75743 Paris Cedex 15
Ile de France	Paul Brousse	Bât. F.Siguiet- C.Bernard -14, av. Paul Vaillant Couturier 94800 Villejuif
Ile de France	Pitié Salpêtrière	Pavillon Laveran 47/ 83 bd de l'Hôpital - 75651 Paris Cedex 13
Ile de France	Poissy *	9 rue du Champ Gaillard - 78300 Poissy
Ile de France	Pontoise *	2 avenue de l'île de France - 95301 Pontoise
Ile de France	Robert Debré	48, bd Sérurier - 75019 Paris
Ile de France	Saint Antoine	53 bd Diderot - 75571 Paris Cedex 12
Ile de France	Saint Louis Bât B	Bât B - 1, avenue Claude Vellefaux ou 38 rue Bichat - 75010 Paris
Ile de France	Saint Louis Bât C	Bât C - Collecte - 1, avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
Ile de France	Tenon	4, rue de la Chine - 75970 Paris Cedex 20
Ile de France	Armand Trousseau	Bât C.Guérin - 26/28 avenue du Docteur Arnold Netter - 75721 Paris Cedex 12
Ile de France	Versailles le Chesnay	2 rue Jean Louis Forain -78153 Le Chesnay

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2022

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 4/5)

Etablissement	Site	Adresse
Grand Est	Charleville Mézières	45 av de Manchester - 08000 Charleville Mézières
Grand Est	Colmar	Hôpital Louis Pasteur - 6 rue du Hohnack - 68025 Colmar Cedex
Grand Est	Metz Nancy	CHR Thionville - 1 Allée du Château - 57085 Metz
Grand Est	Mulhouse	Hôpital du Haserain - 87 avenue d'Altkirch - BP 1257 - 68055 Mulhouse
Grand Est	Nancy Brabois	avenue de Bourgogne - 54511 Vandœuvre Les Nancy
Grand Est	Reims	Hôpital Maison Blanche - 45 rue Cognac Jay - 51092 Reims
Grand Est	Strasbourg	Hôpital de Haute pierre - avenue Molière - 67098 Strasbourg
Grand Est	Troyes	Centre Hospitalier - 101 rue Anatole France - B. P. 718 - 10003 Troyes
Occitanie	Albi	8 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 81000 Albi
Occitanie	Alès	Centre Hospitalier - 811 av du Docteur Jean Goubert - BP 139 - 30103 Alès en Cevennes
Occitanie	Auch	Centre Hospitalier - route de Tarbes - BP 382 - 32008 Auch Cedex
Occitanie	Béziers	Rue Valentin Haüy - 34500 Beziers
Occitanie	Cahors	34 rue Charles Bourseul - BP 92 - 46002 Cahors
Occitanie	Carcassonne Montredon	Hôpital - 1060 Chemin de Cristol - La Madeleine Montredon - 11000 Carcassonne
Occitanie	Castres	CHI Castres Mazamet 22 rue Gambetta 81100 Castres
Occitanie	Mende	Centre Hospitalier - 7 avenue du 8 mai 1945 - 48000 Mende
Occitanie	Montauban	10 rue du Docteur Alibert - 82000 Mautauban
Occitanie	Montpellier La Colombière	Hôpital La Colombière Av.Charles Flahault 34295 Montpellier
Occitanie	Montpellier CEMPAI	1919 route de Mende - 34090 Montpellier
Occitanie	Montpellier CECMA	bâtiment 53 du Campus du Triolet, Université de Montpellier, 34095 MONTPELLIER CEDEX 5
Occitanie	Narbonne	31 rue Rabelais - 11100 Narbonne
Occitanie	Perpignan	55 av de la Salanque - BP 4101 - 66043 Perpignan Cedex
Occitanie	Rodez	CH Bourran-Jacques Puel - Av de l'Hôpital - 12027 Rodez Cedex 9
Occitanie	Sète	Centre Hospitalier Bassin de Thau - Bld Camille Blanc - BP 475 - 34207 Sète Cedex
Occitanie	Toulouse Fondreyre	97, rue de Fenouillet 31200 Toulouse
Occitanie	Toulouse INCERE	Avenue Hubert Curien 31100 Toulouse
Occitanie	Toulouse IUC Langlade	Avenue Joliot Curie ZA Langlade 31000 Toulouse
Occitanie	Toulouse Purpan	Centre Hospitalier Purpan - av de Grande Bretagne - BP 3210 - 31027 Toulouse
Occitanie	Toulouse Rangueil Bâtiment	CHU Rangueil - avenue du Professeur Jean Poulhes 31054 Toulouse



ENGAGEMENTS RECUS HORS BILAN

ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Closure au 31/12/2022

Mises à disposition de terrains et de locaux (gratuite et payante + reçus en affectation) (Page 5/5)

Etablissement	Site	Adresse
Centre - Pays de la Loire	Blois	Mail Pierre Charlot - BP 761 41007 Blois
Centre - Pays de la Loire	Bourges	145 avenue François Mitterrand - CS 50009 18023 Bourges
Centre - Pays de la Loire	Chartres Le Coudray	4 rue Claude Bernard BP 80027 28637 Le Coudray
Centre - Pays de la Loire	Le Mans	194 avenue de Rubillard - 72000 Le Mans
Centre - Pays de la Loire	Nantes Hopital Nord *	Bld Jacques Monod - 44800 Saint Herblain
Centre - Pays de la Loire	Orléans	14, avenue de l'hôpital - 45072 Orléans
Centre - Pays de la Loire	Tours Trousseau	CHU Trousseau - avenue de la République 37170 Chambray les Tours
Centre - Pays de la Loire	Tours Bretonneau *	2 boulevard Tonnellé BP 40661 37206 Tours
Auvergne - Rhône Alpes	Anemasse *	558 route de Findrol - 741130 Contamine sur Arve
Auvergne - Rhône Alpes	Aurillac *	50 avenue de la République - 15002 Aurillac
Auvergne - Rhône Alpes	Bourg en Bresse	Hôpital de Fleyriat - 900 route de Paris - 01012 Bourg en Bresse
Auvergne - Rhône Alpes	CHC Chambéry	Place Lucien Biset-BP 31125-73000 Chambéry
Auvergne - Rhône Alpes	Annecy	Centre Hospitalier Annecy Genevois - 1 av de l'Hôpital - Metz Tassy - 74374 Pringy
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Cardio (GHE)	28 av du Doyen Lépine - Bâtiment TM Hôpital Cardiologique - 69500 Bron
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Croix Rousse	Hôpital de la Croix Rousse - 103 Grande rue de la Croix Rousse - 69004 Lyon
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon I	5 place d'Arsonval Pavillon I - 69037 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon HEH Pavillon P	5 place d'Arsonval Pavillon P - 69347 Lyon Cedex 03
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 1G CDS	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Lyon Sud Bât 3A IH/DEL	Centre Hospitalier Lyon Sud - Chemin du Grand Revoyet - 69310 Pierre Benite
Auvergne - Rhône Alpes	Montluçon	Hôpital de Montluçon - 18 av du 8 mai 1945 - 03100 Montluçon
Auvergne - Rhône Alpes	Moulins *	10 avenue du Général de Gaulle - 03006 Moulins
Auvergne - Rhône Alpes	St Priest en Jarez	Hôpital Nord St Etienne - Pavillon de Biologie - av Albert Raimond - 42270 Saint Priest en Jarez
Martinique	Martinique *	Hopital Pierre Zobda Quitman - La Meynard - 97206 Fort de France
La Réunion	Saint-Denis	C.H.R Félix Guyon - Route de Bellepierre - 97405 Saint Denis Cedex

* MAD figurant dans les comptes valorisées par France Domaine